



# BDP-Modwoam

Bongo Doit Partir - Mouvement des Descendants de Wongo, Okwêrêt, Akoma Mba et Mumbina

---

Le parti de la 3<sup>e</sup> Voi(e)(x)

## **Le BDP-Modwoam condamne l'interpellation des militants de la société civile au Gabon, et appelle à la mobilisation et à la résistance**

Communiqué de presse, pour diffusion immédiate

L'interpellation arbitraire, puis la relaxe, ce vendredi 8 juin, de Marc Ona Essangui et Gregory Ngbwa Mintsas, leaders de la société civile gabonaise, et d'une quarantaine d'autres citoyens gabonais ayant voulu organiser un contre-forum des « Indignés » pour protester contre la tenue au Gabon du « New York Forum Africa » organisé par le publiciste marocain Richard Attias, confirme plus que jamais, pour ceux qui en doutaient encore, la dérive dictatoriale à laquelle a été soumise le Gabon depuis que les Bongo Ondimba y sont au pouvoir. Elle marque aussi un tournant décisif dans le type de lutte que les Gabonais doivent, désormais, être prêts à mener contre la dictature quadragénaire des Bongo au Gabon.

Le Conseil Exécutif du BDP-Modwoam (« Bongo Doit Partir – Mouvement des Descendants de Wongo, Okwêrêt, Akoma Mba et Mumbina »), réuni à titre extraordinaire ce samedi 9 juin, condamne, avec la dernière énergie, cette interpellation arbitraire de citoyens gabonais et, tout en apportant son soutien le plus indéfectible au courageux combat que mènent Marc Ona Essangui et la société civile au Gabon, appelle plus que jamais la nation gabonaise non seulement à la mobilisation, mais aussi et surtout à la résistance.

Ce que cette énième interpellation des militants de la société civile a démontré est que, au Gabon, les libertés d'expression, d'association et de rassemblement sont devenues de vains mots, surtout quand on sait que ces brimades foulent au pied non seulement l'Article premier de la Constitution qui garantit aux Gabonais le droit de libre association, mais aussi les dispositions légales sur la libre association telle que régie par la Loi n°35 /62 du 10 décembre 1962 qui, en son Article 2, stipule que « *L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que lucratif* » et, en son Article 3, établit que « *les associations de personnes pourront se former librement sans autorisation ni déclaration préalable* ».

Quand, donc, dans un pays se vantant démocratique, les citoyens en viennent à être mis en prison pour avoir voulu organiser un simple forum, et ce parce que le régime des Bongo estime, en toute violation du droit d'association, qu'il faut désormais, au Gabon, demander la permission au gouvernement pour pouvoir tenir un simple meeting de citoyens supposés libres de s'associer, de s'assembler et de s'exprimer, on tombe des nues car, là, on est en pleine caricature. Où s'arrêtera une telle intrusion dans les libertés publiques ? Faudra-t-il désormais, au Gabon, demander autorisation au Ministre de l'intérieur pour tenir une simple assemblée générale d'étudiants, d'association ou d'entreprise, une simple réunion syndicale, un simple congrès de parti politique, une simple conférence de presse, une simple réunion de quartier, un simple match de football, un simple retrait de deuil, et on en passe, de peur que quelqu'un ne sorte une phrase à coloration politique ou une critique contre l'indécence des Bongo ? Autant tout de suite dire aux Gabonais de commencer à demander la permission pour respirer l'air qui leur passe par les poumons !

Le Gabon devient ainsi le seul pays au monde se prétendant démocratique, mais où il faut demander l'autorisation au Ministre de l'intérieur pour organiser quelque réunion que ce soit de citoyens pourtant préoccupés par des sujets d'ordre social, culturel, économique et/ou politique. Et critiquer la tenue d'un forum inutile et coûteux pour la République y devient désormais un crime de lèse majesté !

Or, dès lors que le Gabon engage, seul, des milliards de CFA en dépenses publiques faramineuses pour tenir un forum qui, somme toute, non seulement n'apporte rien à notre pays, mais aussi constitue une réunion mafieuse par laquelle les surfacturations habituelles de l'Etat profiteront encore aux mêmes Bongo et à leurs alliés associés avec Richard Attias dans cette imposture, comment s'étonner que les dignes citoyens que sont Marc Ona Essangui, Gregory Ngbwa Mintsas et leurs militants veuillent attirer l'attention de la nation et du monde sur le forum de la honte qu'est ce « New York Forum Africa » ? Ce forum, comme le dit la société civile, constitue une vaste opération de propagande politique pour un Ali Bongo qui, depuis près de trois ans,

se noie dans le marigot Gabon, incapable qu'il est d'« émerger » pour redresser la barre économique et sociale d'un pays qui, comme tout le monde le sait, « pourrit » depuis 44 ans sous l'incompétence des Bongo. Le Gabon, sous les Bongo, devient ainsi la République des simulacres : simulacre d'élections libres, simulacre de démocratie, simulacre de croissance économique, simulacre de « rénovation » et d'« émergence ».

Et quand on ajoute à ces malheurs bien gabonais la propension quasi schizophrénique qui a été celle d'Ali Bongo de se doter, pendant ses désormais près de trois ans de règne, des pouvoirs de diktat les plus étendus, au point de réduire le parlement et la cour constitutionnelle à de simples peaux de chagrin n'ayant plus aucun réel impact sur le devenir démocratique de la République, on ne peut qu'arriver à la conclusion que rien de bon ne pourra plus jamais arriver au Gabon tant qu'un Bongo y sera au pouvoir. Aux Gabonais, donc, d'en tirer les leçons qui conviennent.

Pour le BDP-Modwoam, cependant, la situation est claire. Le moment de la mobilisation citoyenne est venu pour toutes les Gabonaises et tous les Gabonais qui pensent, comme nous, que tous les malheurs du Gabon sont la faute des Bongo et que, par conséquent, les Bongo doivent partir, par tous les moyens. Le Conseil Exécutif du BDP-Modwoam appelle, donc, la société civile et politique à plus que jamais politiser son discours. Tant que le nom des Bongo Ondimba sera contourné, tant que la remise en cause totale et directe d'Ali Bongo ne sera pas entreprise par toutes les couches sociopolitiques et socioéconomiques du Gabon, tant que l'on dira que les Bongo sont bons et que c'est leur entourage qui est mauvais, le pays demeurera *ad vitam aeternam* l'otage des Bongo et le changement attendu par tous ne viendra jamais.

Autrement dit, syndicats, associations de la société civile et partis politiques doivent désormais comprendre que, comme ce fut le cas en 1990, les Bongo ne reculent que devant une pression directe du peuple. Or, il n'y a pas meilleure pression que quand une nation se soulève comme un seul homme pour demander, sans ambages, le départ des incompetents et des mécréants. Continuer à montrer du respect à Ali Bongo en l'appelant « chef de l'Etat » ou « président de la République », continuer à tourner autour du pot en s'en prenant à l'entourage plutôt qu'au monstre lui-même, continuer à faire d'Ali Bongo l'arbitre de la destinée nationale, sont des démarches et méthodologies qui, à notre avis, perpétuent non seulement l'insulte envers le peuple gabonais, mais aussi le règne illégitime des Bongo. C'est une fausse piste politique quand on veut le changement immédiat. Il faut plutôt désormais enclencher le combat de la démission immédiate d'Ali Bongo du pouvoir en remettant directement en cause son régime. Il faut mobiliser toutes les couches sociales de la nation et demander la démission immédiate du monstre pour cause de dérive dictatoriale et d'incompétence.

Les jeux et les méthodologies sont donc clairs : de tous temps et en tous lieux, le combat contre la dictature avérée a toujours porté un seul nom, celui de la résistance, la résistance citoyenne. L'exemple donné par Marc Ona Essangui et ses collègues de la société civile, c'est-à-dire une attitude qui consiste à refuser de céder des pans de libertés fondamentales comme le droit de libre association et de rassemblement, est l'exemple à suivre. Personne au Gabon ne doit plus quémander de tels droits. Il faut tout simplement les affirmer, que les Bongo le veuillent ou pas. Parce que le Peuple en tant qu'entité souveraine ne peut se faire mendiant de droits qui lui reviennent de droit, c'est à la résistance des citoyens gabonais libres qu'il faut désormais engager les Gabonais, tous les Gabonais, en vue de la chute immédiate du régime infâme.

A ce combat frontal pour la chute du régime dictatorial au Gabon, le BDP-Modwoam est prêt à s'engager et à s'associer, et ce avec les autres combattants de la liberté qui ne font pas semblant et qui, donc, comprennent que le combat citoyen frontal demeure la seule et unique manière et la seule et unique voie à emprunter si l'on veut, en quelques jours, en quelques semaines, en quelques mois, en finir avec la honteuse ignominie qui est celle des Bongo Ondimba au Gabon.

Fait le 9 juin 2012

Pour le Conseil Exécutif du BDP-Modwoam,

Dr. Daniel Mengara  
Président

M. Avmar Ibondzv-Pandzou